

Investir dans la souveraineté européenne : au-delà de la conjoncture, un engagement durable

Au Meeting de Rimini, Mario Draghi a dressé un constat sévère : l'Europe estimait que sa puissance économique suffisait à lui assurer un rôle géopolitique. Les événements récents (guerre en Ukraine, tensions avec les États-Unis, rivalité avec la Chine) ont dissipé cette illusion. L'Union européenne, spectatrice des grands bouleversements, doit se transformer si elle veut défendre ses valeurs fondamentales : démocratie, liberté, souveraineté, prospérité.

Cette transformation passe par un changement de paradigme. Dans un monde où la géo-économie, la sécurité et la maîtrise technologique priment sur les règles du libre-échange, l'Europe ne peut plus se contenter d'être régulatrice. Elle doit devenir actrice, mobiliser ses ressources et adapter ses institutions. Comme le souligne Mario Draghi, « la puissance économique est une condition nécessaire mais non suffisante » : sans défense commune, sans investissements dans les secteurs stratégiques, l'Union restera vulnérable.

Trois axes ressortent avec force de son discours.

D'abord, le marché intérieur. Quarante ans après l'Acte unique, les barrières internes continuent de freiner la productivité et d'augmenter le coût des projets. Un paradoxe au moment où l'Europe s'apprête à investir 2000 milliards d'euros dans la défense d'ici 2031. Lever ces obstacles renforcerait à la fois notre sécurité et notre croissance.

Ensuite, les technologies critiques. Semi-conducteurs, intelligence artificielle, énergie : aucun pays européen n'a seul la taille pour soutenir ces filières. Fragmentées, les initiatives nationales restent insuffisantes. Seule une approche commune peut hisser l'Europe à un niveau compétitif face aux superpuissances.

Enfin, le financement. Mario Draghi rappelle la distinction entre « bonne » et « mauvaise » dette. Les investissements stratégiques (défense, énergie, infrastructures, technologies de rupture) relèvent de la première catégorie. Leur échelle exige des formes



Anthony Penel
Gérant Actions européennes





de dette commune : des efforts isolés ne peuvent suffire.

Au-delà des diagnostics, le message est clair : il est temps de passer du scepticisme à l'action. L'Europe a prouvé sa capacité à briser des tabous : dette commune lors du plan de relance, unité face à la pandémie, solidarité dans la guerre en Ukraine. Mais ces réponses ont toujours été dictées par l'urgence. Désormais, il faut agir en temps ordinaire avec la même détermination.

Pour l'investisseur, ce tournant ouvre une perspective singulière. Investir dans la souveraineté européenne, ce n'est pas seulement saisir des opportunités financières dans des secteurs porteurs : défense, énergie, innovation, circuits de financement. C'est aussi s'inscrire dans un projet collectif : renforcer la capacité du continent à protéger ses citoyens, ses valeurs et sa prospérité dans un monde incertain.

Cet investissement ne relève pas d'un effet de mode, ni d'une tendance de marché éphémère. C'est un engagement de long terme. Car investir dans la souveraineté, c'est investir dans la défense de notre maison commune, l'Europe.

AVERTISSEMENT :

Ceci est une communication marketing.

29/08/2025. Le présent support est émis par le groupe Edmond de Rothschild. Il n'a pas de valeur contractuelle, il est conçu exclusivement à des fins d'information. Ce support ne peut être communiqué aux personnes situées dans les juridictions dans lesquelles il serait constitutif d'une recommandation, d'une offre de produits ou de services ou d'une sollicitation et dont la communication pourrait, de ce fait, contrevenir aux dispositions légales et réglementaires applicables. Ce support n'a pas été revu ou approuvé par un régulateur d'une quelconque juridiction. Les données chiffrées, commentaires, opinions et/ou analyses figurant dans ce support reflètent le sentiment du groupe Edmond de Rothschild quant à l'évolution des marchés compte tenu de son expertise, des analyses économiques et des informations en sa possession à la date d'élaboration de ce support et sont susceptibles d'évoluer à tout moment sans préavis. Ils peuvent ne plus être exacts ou pertinents au moment où il en est pris connaissance, notamment eu égard à la date d'élaboration de ce support ou encore en raison de l'évolution des marchés. Ce support a vocation uniquement à fournir des informations générales et préliminaires aux personnes qui le consultent et ne saurait notamment servir de base à une quelconque décision d'investissement, de désinvestissement ou de conservation. En aucun cas, la responsabilité du groupe Edmond de Rothschild ne saurait être engagée par une décision d'investissement, de désinvestissement ou de conservation prise sur la base desdits commentaires et analyses. Le groupe Edmond de Rothschild recommande dès lors à chaque investisseur de se procurer les différents descriptifs réglementaires de chaque produit financier avant tout investissement, pour analyser les risques qui sont associés et forger sa propre opinion indépendamment du groupe Edmond de Rothschild. Il est recommandé d'obtenir des conseils indépendants de professionnels spécialisés avant de conclure une éventuelle transaction basée sur des informations mentionnées dans ce support cela afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière et fiscale.

Les performances et les volatilités passées ne préjugent pas des performances et des volatilités futures et ne sont pas constantes dans le temps et peuvent être indépendamment affectées par l'évolution des taux de change. Source d'informations : à défaut d'indication contraire, les sources utilisées dans le présent support sont celles du groupe Edmond de Rothschild. Le présent support ainsi que son contenu ne peuvent être reproduits ni utilisés en tout ou partie sans l'autorisation du groupe Edmond de Rothschild.

Copyright © groupe Edmond de Rothschild - Tous droits réservés.

EDMOND DE ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT (FRANCE)

47 rue du Faubourg Saint-Honoré / FR - 75401 Paris Cedex 08

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 11.033.769 euros

Numéro d'agrément AMF GP 04000015. 332.652.536 R.C.S. Paris,

